

Helmut Kohl, « père de l'euro »

*

**Discours de Monsieur Michel Albert,
Vice-Président de l'Académie des Sciences Morales et Politiques,
à l'occasion de la remise du Grand Prix 2002 de l'Académie
à Monsieur Helmut Kohl,
ancien Chancelier de la République fédérale d'Allemagne
(vendredi 13 juin 2003)**

*

Monsieur le Président,
Monsieur le Chancelier de l'Institut,
Monsieur le Chancelier fédéral,
Mes chers confrères,
Mesdames, Messieurs,

Quelles seront, pour les futurs historiens de la construction européenne, les dates les plus marquantes, les plus décisives du dernier demi-siècle ?

D'abord, assurément, le 9 mai 1950, date de la Déclaration Schuman, qui a fondé la CECA, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Communauté mère de tous les développements ultérieurs de la construction européenne. Le 9 mai 1950 est une date si importante qu'elle est célébrée chaque année comme la fête de l'Europe.

Mais ensuite, la date qui l'emporte sur toutes les autres, c'est peut-être bien le 1^{er} janvier 1999, date de la création de l'euro. Or cet avènement, Monsieur le Chancelier fédéral, est dans une large mesure votre œuvre, longuement préparée et obstinément voulue, en partant d'ailleurs des mêmes convictions politiques et éthiques qui animaient Robert Schuman.

Vu de l'extérieur, l'euro a souvent été présenté comme un produit de la culture allemande. La monnaie unique procède en premier lieu de l'adoption par tous les pays candidats, à commencer par la France, qui revenait de loin ! – d'une culture de stabilité, directement inspirée par l'expérience et la philosophie monétaire de l'Allemagne. De même, la règle intangible et directement inspirée, elle aussi, par l'exemple de la Bundesbank, de l'indépendance absolue, non seulement de la Banque Centrale Européenne, mais de chacune des Banques Centrales nationales qui la constituent ; et là aussi, la France a dû consentir un sacrifice d'autant plus grand que, depuis Napoléon, notre règle historique veut que la monnaie constitue un pouvoir régalien, dans la main du gouvernement ; nous avons même dû modifier notre Constitution pour que la Banque de France puisse devenir indépendante. Enfin, vous avez obtenu, Monsieur le Chancelier fédéral, que le siège de la Banque Centrale Européenne soit symboliquement établi à Francfort, juste à côté de celui de la Bundesbank, et il convient de noter ici un beau geste de François Mitterrand : dès 1993, il vous donnait personnellement son accord sur cette localisation et cela, sans aucune contrepartie, étant donné, a-t-il dit « l'énormité du sacrifice qui était demandé à l'Allemagne » avec l'abandon du deutschmark.

En effet, tout au long des seize années que vous avez passées à la Chancellerie, de 1982 à 1998, vous avez dû lutter, pour faire prévaloir votre politique en faveur de l'euro, à la fois contre des forces politiques de gauche et de droite et contre une opinion publique pour laquelle le deutschmark était comme le drapeau du renouveau démocratique et de la prospérité dans la République Fédérale.

Pendant cette période, cinq fois au moins, vous avez joué personnellement un rôle déterminant pour semer, planter, enraciner et finalement léguer l'euro à l'Europe.

Le premier de ces actes historiques se situe à Fontainebleau en juin 1984. Il fallait nommer un nouveau Président de la Commission européenne. C'était normalement le tour d'un Allemand. Or c'est vous, Monsieur le Chancelier, qui avez alors choisi et fait élire Jacques Delors.

Le deuxième de vos accomplissements historiques en faveur de l'euro si situe quatre ans plus tard, en juin 1988, au Conseil européen de Hanovre, placé sous votre présidence. C'est peut-être le plus important et le moins connu. A l'époque, l'euro était à peu près aussi impensable que la réunification de l'Allemagne. Par l'un de ces coups d'audace dont vous avez le secret, vous faites alors décider la création d'un comité d'experts d'apparence presque anodin, chargé d'étudier non pas des options politiques, mais simplement les modalités et les étapes techniques pouvant éventuellement conduire à la réalisation progressive d'une Union Economique et Monétaire. Mieux encore, vous faites en sorte que la présidence de ce comité soit confiée à Jacques Delors lui-même et qu'il soit composé non pas des Ministres des Finances, mais des Gouverneurs des banques centrales nationales. Le rapport du comité Delors a été signé à l'unanimité des Gouverneurs. Plusieurs d'entre eux se le sont vu reprocher, à commencer par celui de la Banque d'Angleterre, Lord Leigh Pemberton, auquel Madame Thatcher s'en est pris personnellement. Mais c'était trop tard. Le rapport du comité Delors définissait la structure du futur Traité de Maastricht d'une manière désormais incontournable.

Votre troisième haut-fait se situe aussitôt après la chute du mur de Berlin, qui eut lieu, comme Jean Cluzel le rappelait tout à l'heure, pendant la nuit du 9 au 10 novembre 1989. Dans un premier temps, François Mitterrand réagit suivant les vieux réflexes, allant jusqu'à demander à Gorbatchov de le soutenir dans son opposition à la réunification de l'Allemagne ; et Madame Thatcher déclare : « Il faut revenir à l'alliance anglo-française pour équilibrer la puissance allemande ». C'est alors que, le 8 décembre 1989, au Conseil européen de Strasbourg, vous accomplissez, Monsieur le Chancelier fédéral, un acte moins spectaculaire, peut-être, mais fondamentalement symétrique de celui de Robert Schuman. Au lieu de tirer parti de la force nouvelle de l'Allemagne pour repousser les échéances de l'Union monétaire et lever plus haut encore le drapeau du deutschmark, vous passez outre les préventions de l'opinion publique et de vos adversaires politiques et, pour prouver votre attachement renouvelé à la cause de l'intégration européenne et de l'union politique de l'Europe, vous demandez que l'agenda proposé par le rapport Delors soit strictement respecté, avec la mise en place de la première étape de l'Union économique et monétaire dès le 1^{er} juillet 1990. Toujours en accord avec Jacques Delors, qui n'a pas cessé de jouer auprès de vous un rôle comparable à celui de Jean Monnet auprès de Robert Schuman, vous offrez ainsi à ceux qui s'effrayaient de la perspective d'une Europe dominée par l'Allemagne réunifiée, la garantie monétaire d'une Allemagne plus européenne que jamais, avec ce détail symbolique : au Conseil de la Banque Centrale Européenne, on applique le principe « un homme, une voix ». Vous avez accepté que la voix du Luxembourg y soit égale à celle de l'Allemagne.

Votre quatrième action historique pour l'euro a eu lieu lors des événements dramatiques qui se sont déroulés le 22 septembre 1992, cinq jours après le « mercredi noir » qui avait vu la livre sterling vaincue par la spéculation internationale, et deux jours après le référendum français n'approuvant le Traité de Maastricht que par 50,5 % des voix. Une partie des décisions prises ce jour-là demeure secrète, mais ce qui est de notoriété publique, c'est que, sans l'engagement personnel du Chancelier Kohl pour soutenir la parité du franc français, le Système Monétaire Européen se serait alors effondré et l'application du Traité de Maastricht pour la monnaie unique aurait été compromise sans appel .

Mais nous n'en étions encore qu'aux prolégomènes de la construction monétaire de l'Europe et c'est au Conseil européen de Bruxelles, en mai 1998, quelques mois avant votre départ de la Chancellerie, que vous avez joué le rôle le plus décisif pour la fixation irrévocable de la date de création de l'euro au 1^{er} janvier 1999. L'ultime bataille s'est en effet livrée sur le calendrier. Pendant toute la période préparatoire à cette réunion déterminante, vous n'avez cessé de vous confirmer comme l'inébranlable Chancelier gardien du calendrier de la monnaie unique. Et cela alors que, précisément, tous vos adversaires concentraient leurs attaques contre ce même calendrier. C'est ainsi qu'en février 1998, cent cinquante économistes allemands avaient signé une déclaration demandant que l'application du Traité soit repoussée de deux ans...

Mais il n'en a rien été, et le premier Conseil européen des quinze chefs d'Etat et de gouvernement suivant votre départ de la Chancellerie vous a conféré, à l'unanimité, le titre sans précédent et toujours unique de Citoyen d'Honneur de l'Europe avec l'exposé des motifs suivants, je cite : « Le moment historique que nous venons de vivre, avec l'introduction de la monnaie unique européenne, nous montre que le cours de l'Histoire peut souvent être infléchi par l'action résolue de certains.

Il en est particulièrement ainsi d'Helmut Kohl et de l'action qu'il a menée en tant que Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne au cours des seize dernières années ».

*

A Bruxelles, le nouveau quartier des bureaux, qui abrite la plupart des institutions européennes, s'appelle le quartier de l'Europe. Au centre de ce quartier, rayonne le rond-point Schuman. S'il y avait un quartier de l'euro, son rond-point central devrait s'appeler le rond-point Helmut Kohl.

*

Discours de remerciement de Monsieur Helmut Kohl

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

et vous dont la présence amicale voulait rehausser la joie que me procure cette haute distinction, sachez que si cette heure est en effet pour moi très émouvante, ce n'est pas pour avoir fait défiler une nouvelle fois et jusque dans le détail des dates, tant d'années de labeurs et de bonheurs, de défis et d'épreuves de toute une vie, mais aussi et surtout parce que m'entourent, outre mes amis qui attendent autre chose de

moi que des paroles de circonstance, des êtres chers qui ne sont plus parmi les vivants, et bien des proches qui furent empêchés de nous rejoindre. Car mon sentiment profond est que sans leur sympathie et sans leur aide, dans mon pays aussi bien qu'en France et que dans d'autres pays d'Europe et d'ailleurs, je n'aurais pas pu accomplir les tâches qui m'étaient confiées.

Nulle fée en effet n'avait prédit à mon berceau qu'un jour me serait remis en ce palais historique le Grand Prix de l'Académie des sciences morales et politiques. Croyez que j'apprécie ce geste autant que ce lieu, car nous sommes ici au centre de la vie de l'esprit et du cœur de la France et partant de l'Europe. fils d'un modeste fonctionnaire du Palatinat, j'ai passé mon enfance sur les rives de cette artère du destin européen qu'est le Rhin, dans une région qui a souffert durant des générations des affres et des misères de la guerre. Moi-même, à quinze ans, quinze jours avant la débâcle du 3ème Reich, je fus incorporé dans les forces auxiliaires de la DCA, juste à temps pour assister dans la région de Berchtesgaden à l'effondrement et l'anéantissement d'un régime barbare et honni. Jamais à l'époque, nous n'aurions osé imaginer ou même rêver que quelques décennies plus tard, nous serions appelés à participer à l'édification d'une Europe commune, voire communautaire.

Longtemps après cette année dite zéro, je fus souvent interrogé sur le sens que j'apercevais à cette évolution. Je répondais régulièrement que le nombre des bonnes volontés y était pour beaucoup et qu'une génération entière avait définitivement tiré les leçons du passé. Permettez-moi d'ajouter aujourd'hui que le vrai « miracle allemand », que l'on soit croyant ou non, dépasse l'entendement d'un historien, et que tant de convergences et de synergies l'emportèrent, je le dis comme je le pense, en réalité providentiellement, car, et cela est capital dans les stratégies comme dans les tactiques, elles se produisirent toujours au bon moment.

Nous fûmes certes nombreux, en Allemagne et ailleurs, notamment en France, à nous jurer que « plus jamais la guerre », tant notre expérience vécue était atroce. Dans les mairies, dans les écoles et sur nos monuments, de longues listes tragiques rappellent à nos peuples que, surtout au cours du vingtième siècle la guerre a fauché les jeunes générations et ruiné ainsi tant d'espoirs. Permettez-moi une confiance : comme il est d'usage dans nos familles catholiques, mon frère, mort à la Seconde Guerre mondiale, portait le prénom de son oncle maternel, tombé au front lui aussi, mais au cours de la Première Guerre mondiale. A la naissance de notre fils aîné, j'ai demandé à mon épouse, réfugiée de l'Allemagne de l'Est, de choisir elle-même le prénom de notre garçon; elle opta pour le nom qui avait été celui de l'oncle et du grand-oncle. Lorsque ma mère, femme pieuse, mais aucunement superstitieuse, apprit ce choix à la clinique, on l'entendit murmurer, comme toute mère européenne l'aurait fait: « Pour la troisième fois dans la même famille? Pourvu que cette fois le sort ... »

Il fallait en effet rompre jusque dans les familles avec le cours funeste de l'histoire. Et pas seulement dans les familles, comme le déclara en substance dans l'un de ses plus fameux discours Winston Churchill dès septembre 1946 à Zurich. S'adressant aux Français et aux Allemands quatorze mois après la fin de la guerre et convaincu de l'urgence de rassembler dans une même Maison les peuples d'Europe, Churchill lança cet appel que je cite de mémoire: « Entendez-vous donc enfin entre vous. Faites enfin la paix ». Aussi bien les plus grands de nos hommes d'Etat furent-ils des partisans ardents d'une concorde efficace et durable. Comment ne pas citer parmi eux Robert Schumann et Jean Monnet, le Général de Gaulle bien sûr, ainsi qu'Adenauer, de Gasperi et Paul-Henri Spaak et tant d'autres qui ont su frayer nos chemins? Il est d'autant plus important de ne jamais l'oublier parce qu'ils appartenaient à la même génération, celle qui avait tiré, avec autant de lucidité que de courage et une fois pour toutes la leçon d'une triste et cruelle expérience commune: « plus jamais cela »

C'était évident, direz-vous, et je partage votre sentiment. Si cependant j'insiste tellement sur cette évidence, c'est que nombre de nos concitoyens parlent de l'Europe avec un

manque de courage pour ne pas dire une lâcheté que je trouve carrément inadmissibles. Le dénoncer, ce n'est pas pour autant accuser une génération qui ne comprend pas d'où nous venons. Songez que dans nos deux pays, les trois quarts de la population sont nés après 1945 et que les progrès de la longévité promettent à la plupart de nos jeunes d'atteindre l'an 2050. En voyant ce matin à Notre-Dame ces foules de jeunes gens, je comprenais que leur premier souci n'était pas de remercier les anciens à qui ils devaient la paix, mais de trouver les chemins qui puissent leur assurer demain un avenir professionnel et familial heureux et conforter les conditions de la santé, de l'économie, de la liberté et d'une paix véritable.

Si je considère qu'il est important que ces jeunes, juchés eux aussi sur les épaules de leurs prédécesseurs, cultivent leur mémoire, j'estime également important qu'il convient de tancer les anciens qui désespèrent de successeurs présumés incapables de remplir leur mission. Un tel manque de confiance pour ne pas dire un tel mépris est d'autant plus criticable que ces jeunes sont bien nos enfants et nos petits-enfants, et qu'ils ne s'acquitteront pas plus mal de leur tâche que nous ne l'avons fait dans des circonstances qui n'étaient pas plus favorables que celles d'aujourd'hui. Il nous faut néanmoins les aider à mieux comprendre que les métamorphoses contemporaines du monde et de la vie, plutôt que de restreindre les possibilités de nos jeunesse, augmentent et diversifient leurs chances, grâce notamment à cette Europe qui inlassablement inspire et soutient une vision à la fois optimiste et réaliste de l'avenir.

Lorsque, le 1er octobre 1982, je devins Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le premier sommet Européen auquel je fus convié, à l'époque, l'Unité n'avait pas encore pris le nom de Communauté, se tenait à Copenhague. S'y étaient aussi rendus de très nombreux journalistes. Le moindre plaidoyer en faveur de l'Europe passait alors pour ridicule, voire dément. Le maître-mot des commentateurs était « eurosclérose ». Je m'en souviens très bien, à la différence de la plupart de ceux qui n'avaient que ce mot à la bouche. Le temps a passé. Les journaux ont jauni. Ceux qui avaient été accusés de folie ont réalisé l'impossible ensemble. Et pourquoi notre barque a-t-elle pu avancer ainsi contre vents et marées? La réponse, Monsieur le Premier Ministre Pierre Messmer l'a rappelé avec autant de clarté que de vigueur: nos idées-force étaient la Paix et la Liberté. Et ce sont bien elles qui ont inspiré la poignée de main de Verdun. Le Président Mitterrand en espérait un symbole à portée historique. Sergent de l'armée française, François Mitterrand avait été blessé lors d'une attaque d'avions de combat, puis fait prisonnier à Verdun en 1940, au début du mois de juin. Pourquoi ne pas avouer que pour ma part, j'hésitais, tant le nom de Verdun n'a pas la même résonance sacrée dans mon pays. Comme officier, mon père avait participé presque toute une année à cette atroce et interminable bataille. Cependant, en nous tenant par la main devant le mausolée, nous partageons le même sentiment et la même conviction : notre témoignage devait être un message adressé à la postérité représentée par les vingt mille élèves d'écoles françaises et allemandes que nous avons conviés à nous entourer. Leur insouciance et leur gaieté ne nous choquaient pas. Les cérémonies longues et graves ne sont pas de leur âge. Ils ne songeaient guère que toutes ces tombes étaient celles de leurs aînés et de leurs ancêtres. Dans leur mémoire, la Grande Guerre appartenait au passé, presque comme les guerres médiévales de leur manuel d'histoire. Il n'empêchent qu'ils se souviendront un jour de cette poignée de main de Verdun.

Vous qui avez tous ressenti cette émotion, vous mes amis oserais-je dire, ne vous laissez pas impressionner par le vacarme parfois assourdissant des critiques. Certes, le chemin est long est rocailleux, mais c'est le bon. L'Europe n'est pas une illusion. L'amitié véritable exige, cela vaut aussi pour les gouvernements, que les amis se disent ce qu'ils pensent et non ce qui pourrait faire plaisir à l'autre. Ce devoir de franchise est essentiel à la vie politique et le restera à travers les hauts et les bas des relations entre nos pays, que ce soit naguère entre Paris et Bonn ou à présent entre Paris et Berlin. Quiconque comme moi ce matin arrive de Sarrebruck par l'A4 sans s'arrêter aux frontières, voit l'autoroute comme jalonnée par les

champs de bataille et les cimetières militaires. Je pense sincèrement comme vous qu'il faut honorer nos morts. Comme vous, je pense aussi qu'il ne faut plus ne parler que du passé. Notre avenir a du reste commencé il y a longtemps et il serait oiseux de se demander si nous faisons partie de la Vieille ou de la Nouvelle Europe, pas plus que nos amis d'outre-Atlantique n'ont à se demander, s'ils connaissent leur généalogie et y ont découvert des Irlandais, des Français, des Italiens, des Allemands, des Polonais ou d'autres immigrants, s'ils appartiennent à la Vieille ou à la Nouvelle Amérique. Pour ma part, j'ignore si je suis un Vieil-européen ou un Nouvel-Européen: je suis tout simplement un Européen, un Européen en marche et qui n'a pas l'intention de s'arrêter. Un aspect décisif de notre itinéraire, la présente circonstance m'autorise à le répéter, est la gratitude. L'un de nos grands théologiens et philosophes du XXème siècle, Romano Guardini, l'avait ainsi définie : « la gratitude est la mémoire du cœur ».

Ce Cœur-là n'est pas l'ennemi de la Raison, ajouterait sans doute Jacques Delors en songeant à l'instauration de l'Euro. Les obstacles furent nombreux et redoutables, mais ils furent surmontés, en dépit des pronostics et des prophéties de cohortes de professeurs et d'experts. Qu'un Allemand proposa à ses compatriotes d'abandonner le Deutschmark, la première monnaie stable dans l'histoire moderne de l'Allemagne, passait pour de la folie douce et de surcroît ruineuse. Le Deutschmark en effet était devenu l'instrument et le symbole d'une nouvelle prospérité. Il ne faut pas oublier cependant que lors de son instauration en 1948, les Allemands n'étaient pas nombreux à faire confiance à la nouvelle monnaie. Lorsque, en décembre de la même année, le Président de la Bank Deutscher Länder, qui n'était pas encore la Deutsche Bank, se rendit à Washington pour présenter, le Deutschmark, le Président de la Réserve Fédérale, un homme certes bienveillant, mais connu pour son franc-parler, lui signifia que « cette nouvelle monnaie ne vaut rien et ne vaudra jamais rien et que de toute manière, on n'en a nul besoin » . On sait ce qu'il en est advenu.

Comment résumer en une phrase tout ce que j'ai appris au cours de ma vie, et pas seulement de plusieurs décennies de vie politique européenne, sinon en disant qu'à mon sens, les vrais réalistes, ce sont les visionnaires, et ni ceux qui manquent de confiance et d'énergie ni ceux qui font, à leur très grand profit certes, régner sur l'opinion publique un pessimisme culturel qui ne conduit nulle part, oui, qui ne conduit à rien. En réalité, le siècle et même le millénaire nouveaux dans lesquels nous sommes entrés résolument, nous pose problème après problème, mais si nous comparons les difficultés présentes avec celles de naguère, nous serons en mesure de les surmonter pas à pas. Vous vous souvenez certainement, Mesdames et Messieurs, du dernier sommet européen. Si l'on agrandissait la photo de famille prise sur l'Acropole en ajoutant à chaque participant, ouvrier de la première heure ou nouveau postulant, le nom de sa patrie, et que l'on se demanderait lesquels des Etats représentés n'a jamais combattu tel autre, on comprendrait partout ce que veut dire le passé et on mesurerait en commun le bonheur de cinquante ans de paix et de développement.

Plus particulièrement, le peuple allemand saurait qu'il doit son unité propre à l'unité commune de l'Europe. En se souvenant ces jours-ci des émeutes de Berlin-Est en 1953, il prendra conscience de la distance qui sépare la méfiance stalinienne de la compréhension que nous a prodiguée Michael Gorbatchev sous le signe de l'entraide mutuelle. Je n'ignore pas les reproches qui furent adressés à François Mitterrand au sujet de la réunification de l'Allemagne, mais j'espère que l'histoire retiendra aussi la déclaration du témoin direct que je fus: en tant que président de la République française, François Mitterrand, laissez-moi dire: mon ami, n'avait pas la partie facile; il connaissait des décennies de dossiers accumulés au Quai d'Orsay et prit néanmoins la bonne décision. Il le fit au nom des Droits de l'Homme, ce qui entraîna beaucoup d'autres hommes d'Etat. L'historien sait qu'en général l'histoire prend son temps pour juger. Mais en l'occurrence, la cause ne fait aucun doute. Nous avons simplement fait ce qu'il fallait absolument faire.

Aussi bien voudrais-je exprimer ma gratitude pour la sympathie et l'amitié dont l'Académie des sciences morales et politiques a témoigné à mon égard. Mais au-delà des préoccupations du jour, de la réussite de la monnaie commune, d'une évolution heureuse de la politique agricole commune ou du marché de l'emploi, toutes choses de la plus haute importance, nous n'aurions pas servi cette Europe qui a connu tant de déboires et tant de chances au cours des siècles et qu'il nous appartient de faire vivre en dépit de toutes les acrimonies des augures éphémères. Merci à vous tous d'être venus ce soir dans cet esprit pour remercier avec moi l'Académie des sciences morales et politiques qui a bien voulu me remettre une si haute distinction.

Dankrede des Bundeskanzlers Helmut Kohl
auf der Academie des Sciences morales et politiques
19. Juni 2003

Herr Präsident, Exzellenzen, meine sehr verehrten Damen und Herren, Politiker und viele die hier sind, mir eine besondere Freude vorzubereiten als Geisterfreundschaft, erlauben Sie mir zu sagen: Liebe Freunde!

Es ist für mich eine sehr bewegende Stunde, hier bei Ihnen zu sein. Das ist nicht bewegend, weil ich jetzt in sehr detaillierten Angaben noch einmal mein Leben habe Revue passieren lassen. Das, was ich tun konnte – das will ich auch meinen Freunden hier sagen, denen, die hier sind, denen, die gar nicht mehr unter den Lebenden sind, und denen, die nicht heute hier sein können – konnte ich nur tun, weil ich auf den Schultern vieler anderer stand, in meinem eigenen Land, in Frankreich, in Europa und an vielen anderen Plätzen.

An meiner Wiege stand nicht, dass ich ja mal in diesem ehrwürdigen Haus einen solchen Preis verliehen bekommen würde. Dies weiß ich wohl zu schätzen. Dies ist ja nicht irgendein Ort. Das ist das Kernstück des Lebens des Esprits, des Herzens Frankreichs und natürlich immer auch ein Herzstück Europas. Ich sagte, an der Wiege war das nicht zu erwarten. Ich bin der Sohn eines kleinen Beamten am Rhein in der Pfalz und das ist schon wichtig für mein Leben, weil hier am Rhein, wo ich auch gewachsen bin, der Schicksalsstrom Europas und Deutschlands immer war – und wo in meiner eigenen Heimat durch viele Generationen hindurch immer wieder Krieg und Elend die Menschen gepeinigt haben. Als ich 1945, vierzehn Tage vor dem Ende des Krieges, am Geburtstag des Führers, Hitlers Geburtstag, Flakhelfer mit 15 Jahren vereidigt wurde, und anschließend den Zusammenbruch des Krieges in Berchtesgaden mit der ganzen Totalität eines Krieges erlebt habe, konnten meine Freunde und ich sich nicht träumen lassen, dass wir einige Jahrzehnte später dieses unser Europa aufbauen können.

Ich werde oft gefragt, wie ich das Ganze eigentlich sehe. Und dann sage ich ganz einfach: Viele haben mitgeholfen, sie sind klüger geworden, eine ganze Generation, aber irgendwo, ob man Gläubiger ist oder nicht, es ist doch ein Wunder. Man muss nicht an ein Wunder glauben. Es gibt vieles in diesen Jahrzehnten, was sich so gefügt hat, dass ich es für mich allein mit Verstandesüberlegungen nicht fügen kann.

Wir haben damals gesagt, das war nicht anders hier in Frankreich und anderswo: Nie wieder Krieg! Es war die große Parole. Das war ja auch verständlich, denn wir waren gezeichnet, junge Leute in Frankreich genauso wie in Deutschland, vom Krieg. Und wenn Sie in ein französisches Dorf gehen, in eine französische Stadt, in ein französisches Gymnasium, die Totenlisten von zwei Weltkriegen sehen – in Deutschland ist es genau das Gleiche – dann können Sie feststellen, dass wir vor allem im vergangenen Jahrhundert die Blüten der Jungengeneration im Kriege verloren haben.

Mein Bruder ist gefallen. Er trug den Namen des Bruders meiner Mutter, wie das in katholischen Haushalten üblich ist, und er hatte diesen Namen bekommen von seinem gefallenen Onkel. Und als unser ältester Sohn – ich sage das jetzt sehr privat hier einmal – geboren wurde, habe ich meiner Frau, die als Flüchtling aus dem Osten meinen Bruder gar nicht kannte, gesagt: „Willst du dir den Namen aussuchen?“ Und dann hat sie den Namen ausgesucht und da wollte natürlich meine Mutter wissen, wie dieser Enkel heißt. Und dann habe ich gesagt: „Das wirst du von meiner Frau im Krankenhaus erfahren.“ Und als meine Frau den Vornamen sagte, dann hat meine Mutter, die eine fromme Frau war, ein Moment innegehalten und sagte etwas, was für Generationen von Müttern in Europa wichtig ist und was wir nie vergessen würden: „Kann man das noch einmal machen, zum dritten Mal in einer Familie?“ Sie wollte damit ausdrücken, wir müssen aus der Geschichte lernen. Das klingt jetzt pathetisch, aber das war nicht das Denken meiner Mutter. Meine Mutter dachte sehr viel mehr von dem Herzen. Aber es ist wichtiger als sonst, so etwas mit dem Herzen zu sehen.

Und, sehen Sie, Meine Damen und Herren, das ist für mich ein Stück des Wunders, dass wir nach 1945 das gelernt haben, als Winston Churchill in einer seiner berühmtesten Reden, das ist die vom September 1946 in Zürich, vierzehn Monate nach dem Kriegsende, den Deutschen und den Franzosen zurief: „Vertrag euch endlich! Macht Frieden!“ Und als er den Bau des Hauses Europa forderte, war er vielen in seiner Zeit weit voraus. Viele Männer und Frauen folgten ihm. Robert Schuman und Jean Monnet gehören dazu. De Gaulle gehört dazu, Adenauer, De Gasperi, Spaak, ich könnte viele andere nennen. Das ist deswegen so wichtig, das nie zu vergessen, weil es die Generation war, die aus den bitteren Erfahrungen von zwei Kriegen gekommen ist, die eine persönliche Erfahrung hatte und daraus Konsequenzen zog. Viele, die heute über Europa reden, tun es mit einer Mutlosigkeit, die ich gänzlich unerträglich finde. Mit einer Mutlosigkeit auch, weil sie einer Generation angehören – ich schimpfe nicht darüber, das ist eine Feststellung – die gar nicht begreift, wo wir herkommen. Fast drei Viertel der heute in Deutschland und in Frankreich lebenden Leute sind nach dem Krieg geboren und aufgewachsen. Wer jetzt 20 Jahre ist – ich war gerade vor Notre-Dame und sah die hunderten von jungen Leuten davor rumlaufen – der denkt nicht daran: „Was schulden wir den Alten Dank für ihre geschichtliche Leistung?“ Die denken jetzt mit zwanzig darüber nach: „Was wird uns das Leben bringen?“ Wer jetzt 20 ist – die Lebenserwartungstatistik in Deutschland liegt bei den Männern bei 75, bei den Frauen bei 80 – hat alle Chancen, dass er das Jahr 2070 erlebt, und er will jetzt wissen: Wird das Sozialsystem für ihn ausreichend sein? Wird er einen Beruf finden? Wird er eine Familie gründen können? Wird er Frieden und Freiheit erleben und dauerhaft behalten?

Es ist wichtiger, den Jungen zu sagen, dass sie auf den Schultern der Älteren stehen. Und den Älteren muss man sagen: Hört auf zu jammern: „Die Jungen werden es nicht schaffen“. Denen glaubt man eigentlich nicht. Unsere Enkel stammen ja von uns ab und warum sollten sie schwächer sein als die Eltern- oder die Großelterngeneration? Wir müssen ihnen nur helfen, dass sie begreifen, dass diese veränderte Welt mehr Chancen hat als je zuvor. Deswegen ist es, glaube ich, wichtig, dass wir den Begriff Europa mit dem Begriff eines realistischen Optimismus mit Zukunft verbinden.

Als ich Bundeskanzler wurde am 1. Oktober 1982, damals hieß die EG noch EU, war meine erste Konferenz in Kopenhagen. Und als ich dorthin kam, waren wie immer viele Journalisten dabei und wer dann ein gutes Wort zu Europa brachte, war in den Augen der meisten Zeitgenossen ein Verrückter. Das meistgebrauchte Wort war „Eurosklrose“. Eine schlimme Krankheit verbunden mit dem Begriff Europa! Viele, die damals das geschrieben haben, sagen heute: „Das habe ich nie geschrieben“.

Fast alles, was in Europa geschehen ist, war nur gegen Widerstände, und noch einmal Widerstände, möglich. Aber wir haben es gemeinsam geschafft, weil die Idee des

Friedens und der Freiheit uns geleitet hat. Der Premierminister hat mit mir darüber gesprochen, dieses Treffen in Verdun. Dieses Treffen ist entstammt aus der Idee, von François Mitterrand und mir, dass wir etwas gemeinsam tun wollten, was einen symbolischen Charakter hat. Ich war zögerlich vorzuschlagen, nach Verdun zu gehen. Für einen Deutschen gegenüber einem Franzosen gehört hierhin kein Vorschlag. Und der wahre Grund, warum wir das gemacht haben, war ein sehr persönlicher. François Mitterrand ist als junger Sergeant der französischen Armee Anfang Juni 1940 bei Verdun bei einem Tiefliegerangriff verwundet worden und in Gefangenschaft geraten. Und mein Vater war als junger Offizier fast ein Jahr in Verdun, in der Schlacht. Und als wir dort vor dem Rosaire standen – das Bild entstand, wie wir uns die Hand gaben – haben wir schon gemeinsam das Bewusstsein gehabt, dass es wichtig ist diese Botschaft weiterzugeben. Und es waren ja fast 20 000 Schulkinder aus Frankreich und aus Deutschland dorthin gekommen. Die rannten darum, man kann Schulkinder nicht lange festhalten. Sie haben keine Minute darüber nachgedacht, dass auf diesen Gräberfeldern ihre Großväter begraben sein könnten. Der erste Weltkrieg war für sie so weit weg wie die Perserkriege in unserer Erinnerung. Aber sie hatten es erlebt und deswegen finde ich – das sage ich jetzt sehr persönlich – ich möchte am liebsten sagen: Liebe Freunde, lassen wir uns von dem täglichen Feldgeschrei von dieser großartigen Idee Europa nicht abbringen.

Zu dieser großartigen Idee gehört als Kernstück, dass die Deutschen und die Franzosen diese Wege gemeinsam gehen. Das ändert nichts daran, dass wir bei aller Freundschaft und Partnerschaft da unterschiedliche Meinungen haben. Ich halte nichts von einer Freundschaft, in dem man dem anderen eigentlich nicht mehr sagt als was man sagen muss, sondern noch nur sagt, was er gerne hört. Und das Auf und Ab deutsch-französischer Politik wird immer so bleiben.

So wie ich heute früh von Saarbrücken gekommen mit dem Auto nach Paris gefahren bin, die Staatsgrenze überschritten habe und alle Paar Kilometer das Schild gelesen habe: Zum Soldatenfriedhof, dann wissen Sie, es ist ein weiter Weg, den wir zurückgelegt haben. Und ich bin dafür, dass die Jungen das auch sehen. Ich bin auch dafür, dass wir die Toten ehren. Aber dass wir endlich aufhören, nur davon zu reden, sondern von der Zukunft auch reden. Die Zukunft hat doch längst begonnen. Da brauchen wir uns hier in Europa nicht darüber zu grämen, wenn einer sagt, wer „neuer Europäer“ oder „alter Europäer“ ist. Ich muss, sagen, das ist für mich völlig egal, ob ich ein „alter“ oder ein „neuer“ Europäer bin. Ich bin ein Europäer. Ich habe einmal Amerikanern in diesem Zusammenhang gesagt: „Sie graben mal Ihrer Familiengeschichte nach und dann finden Sie irgendwo Schotten oder Engländer oder Franzosen oder Deutsche oder Italiener. Dann sind Sie ein alter oder ein neuer Amerikaner. Das kann man ja auch so oder so sehen.“

Es wird auf diesem Weg vorangehen. Für mich ist es immer auch ein Stück Dankbarkeit. Einer der ganz Großen der deutschen Theologie und der Philosophie, Romano Guardini, im letzten Jahrhundert, hat ein wunderbares Wort gesagt, das ich gerne zitiere: „Dankbarkeit ist Erinnerung des Herzens.“ Das ist nicht eine Frage des Verstandes, sondern eine Frage des Herzens. Und wir haben hier viel Grund zur Dankbarkeit. Das ist die Rede gewesen, als wir mit Jacques Delors von dem Euro sprachen. Wer, meine Damen und Herren, hat dann daran geglaubt ? Ich habe da immer nur gehört von gescheiterten Professoren: „Das kann nie funktionieren“. Und das ist immer von Station zu Station gekommen.

In Deutschland schon gar. Dass ein Deutscher sagt: „Wir geben die D-Mark auf“, das war für manche beinahe ein tollwütiger Gedanke. Und ich sage es dann zu Gut meiner Landsleute, weil viele Leute in Paris das nicht verstanden haben. Für die Deutschen war die D-Mark zum ersten Mal in der modernen Geschichte eine stabile Währung. Sie haben zum ersten Mal das Gefühl gehabt, dieses Geld taugt etwas. Und das Geld kam just in ein Moment, wo alles zerstört war, Ende der Nazi-Barbarei. Nur war es auch, dass 1948, als die D-Mark

kam, auch in Deutschland nur ganz wenige daran glaubten, es wird jemals eine seriöse Währung werden. Wenn all die Professoren, die jetzt dagegen geschrieben hätten, nachgelesen hätten, was ihre Vorväter auf den Lehrstühlen gesagt hätten, wären sie sehr beschämt gewesen. Als der Vorgänger der Bundesbank, der Präsident der Bank Deutscher Länder in Washington war, sich vorzustellen, das war im Dezember 1948, hat ihm der Präsident der Federal Reserve Bank, das war ein genauso freundlich-herber Amerikaner wie der jetzige Präsident, der hat ihm gesagt: „Was wollen Sie eigentlich mit der D-Mark ? Das ist nichts, das wird nichts und man braucht es nicht ! “Ich brauche die Geschichte der D-Mark nicht zu schildern, aber so war das mit der Prophezeiung.

Mein Leben gibt mir, und das will ich weitergeben, die Auskunft, nach vielen Jahrzehnten politischer Verantwortung, dass die Visionäre die wahren Realisten sind. Und nicht die, die sich nicht zutrauen und die mutlos sind und vor allem jenen törichten, allerdings in Europa hochbezahlten Kulturpessimismus pflegen, der zu gar nichts führt. Wir sind jetzt in ein neues Jahrhundert eingetreten, sogar ein neues Jahrtausend. Wir haben viele Probleme, aber gemessen, meine Damen und Herren, wo wir herkommen, sind das wirklich nicht umwerfende Probleme.

Vor vier, fünf Wochen haben Sie wie ich ein Bild gesehen, als die Staatsregierungschefs der EU plus die, die jetzt demnächst beitreten, sich auf der Akropolis versammelt haben. Will man sich einmal vorstellen, dieses Bild würde vergrößert und man würde sich die Mühe machen unter jeden Namen der Staats- und Regierungschefs den Namen des Landes zu schreiben, man würde ein Moment darüber nachdenken: Wer hat in den letzten zwei hundert Jahren von diesen Ländern nicht mit- und gegeneinander Krieg geführt ? Dann würde man das ganze Elend europäischer Geschichte bildhaft vor sich haben. Dies alles ist Vergangenheit. Wir haben 50 Jahre Frieden, wir haben 50 Jahre einer glücklichen Entwicklung. Wir, die Deutschen, verdanken die deutsche Einheit dem Bau des Hauses Europa. Nur ein Narr kann in Deutschland glauben - aber es gibt solche Narren, die Deutschen sind nicht frei von Narretei -, dass die deutsche Einheit möglich gewesen wäre ohne diese Bereitschaft, das Haus Europa zu bauen.

In diesen Tagen jährt sich der Volksaufstand vom 17. Juni 1953. In diesen Tagen – wer will darüber nachdenken, was damals war, der weiß wie weit der Weg ist vom Stalinismus jener Tage zu den Möglichkeiten, die wir mit Michael Gorbatschow und mit der Freundschaft und Hilfe unserer Freunde haben. Und lassen Sie mich das zugunsten eines verstorbenen Freundes sagen, ich sage bewusst „Freund“: vieles, was jetzt über François Mitterrand zu diesem Thema erzählt wird – ich war dabei und ich kann als Augenzeuge sagen: der hatte natürlich seine Schwierigkeiten. Man kann nicht Präsident der Republik sein und die ganzen Akten des Quai d’Orsay über viele Jahrzehnte zur Verfügung haben und dann dennoch das Richtige machen. Da braucht man ein paar Tage und er hat diese paar Tage genutzt und hat nach seiner Intention und Vorstellung von den Menschenrechten die richtige Entscheidung getroffen. Er hat anderen dabei mit auf den Weg geholfen. Das war nicht immer einfach. Margaret Thatcher auf den richtigen Weg zu bringen, das ist eine Sache, die höchstens [?????].

Aber, meine Damen und Herren, wir haben es geschafft und das ist meine Botschaft für Sie, verbunden mit einem sehr persönlichen Wort des Dankes für diese großartige Stunde, die Sie mir bereitet haben, für den Geist der Freundschaft und Sympathie, der hier zu spüren ist, für den Atem der Geschichte, der in diesem Haus zu spüren ist. Und das will ich besonders unterstreichen, dieses Europa wird nichts werden, wenn es ein Europa ist, in dem wir, so wichtig der Euro ist, nur den Euro sehen. Es wird nichts werden, so wichtig hier die Agrarpolitik ist, wenn wir nur Agrarpolitik sehen, oder den Arbeitsmarkt. Alles ist ganz, ganz wichtig.

<http://www.asmp.fr> - Académie des Sciences morales et politiques.

Aber zu Europa gehört etwas mehr, zu Europa gehört eine Bewegung des Herzens, zu Europa gehört ein Zusammengehen von Geist und von Verstand. Und zu Europa gehört natürlich die Geschichte, deren Last und deren Chancen. Vielen herzlichen Dank für Ihr Kommen, für die hohe Auszeichnung und meine Bitte an Sie ist: Denken Sie immer daran, die Karawane Europa zieht weiter, was immer die Kommentatoren in diesen Tagen schreiben. Die Zeitung von heute ist morgen total veraltet. Und plötzlich wird dann der eine oder der andere sogar noch geehrt dafür. Für wen es ein Reiz ist, der soll es nachmachen.